

Artigo 1º

É aprovada, para ratificação, a Convenção Relativa à Determinação das Condições de Acesso e de Exploração dos Recursos Haliêuticos ao Largo das Costas dos Estados Membros da Comissão Sub-Regional das Pescas, 1993, cujo texto em francês e a respectiva tradução não oficial em português fazem parte integrante do presente diploma.

Artigo 2º

Esta resolução entra imediatamente em vigor e a referida Convenção produzirá efeitos de conformidade com o que nela se estipula.

Aprovada em 12 de Dezembro de 1996.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

CONVENTION RELATIVE A LA DETERMINATION DES CONDITIONS D'ACCES ET D'EXPLOITATION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES AU LARGE DES COTES DES ETATS MEMBRES DE LA COMMISSION SOUS-REGIONALE DES PECHEES

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert, Gouvernement de la République de Gambie, le Gouvernement de la République de Guinée, le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau, le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, le Gouvernement de la République du Sénégal,

Conscients de la nécessaire collaboration de leurs efforts pour une exploitation rationnelle et harmonieuse des ressources halieutiques de la sous-région:

Soucieux de promouvoir une coopération plus étroite entre leurs peuples respectifs dans le cadre de l'exploitation de ressources maritimes au large de leurs côtes;

Convaincus de la nécessité pour leurs pays respectifs de tirer un réel profit de l'exploitation de leurs ressources halieutiques:

Ont convenu de ce suit:

Article 1

L'accès aux ressources halieutiques des Etats de la Commission sous-régionale des pêches est déterminé par les dispositions contenues dans la présente Convention.

Article 2

Tout Etat membre de la Commission sous-régionale des pêches peut, conformément au droit international, autoriser l'accès des navires battant pavillon d'un autre Etat au reliquant de la ressource disponible dans sa zone économique exclusive par le biais d'accords ou autres arrangements.

Resolução nº 38/V/96

de 30 de Dezembro

A Assembleia Nacional vota, no uso da faculdade conferida pela alínea a) do artigo 190º da Constituição, a seguinte resolução:

La durée de l'accès ne saurait excéder deux ans sauf cas exceptionnel et après avis favorable des institutions de recherche de l'Etat membre.

En tout état de cause, ces accords doivent contenir des clauses d'adaptation à l'effort de pêche autorisé par la disponibilité de la ressource.

Article 3

La demande de licence est formulée par une personne physique ou morale conformément aux dispositions de l'accord ou autre arrangement et doit comporter les informations requises par le formulaire figurant dans l'annexe I de la présente Convention.

En outre, tout Etat membre de la Commission sous-régionale peut exiger d'autres renseignements qu'il juge utiles.

Article 4

La durée de validité des licences délivrées peut varier selon les Etats compte tenu de la spécificité de leurs politiques de pêche ou de leurs pêcheries.

Toutefois, par souci d'une meilleure connaissance des prélèvements opérés dans les eaux de la sous-région et d'un approvisionnement régulier des populations en produits halieutiques, toute activité de navires-usines, de navires collecteurs ou de ramassage, doit être strictement réglementée.

En tout état de cause cette réglementation devra tenir compte des impératifs d'une gestion rationnelle de la ressource halieutique.

Une définition des termes de navires usines, navires collecteurs et navires de ramassage sera faite d'un commun accord par les Etats membres.

Article 5

La dimension minimale des mailles étirées des filets et chaluts des navires industriels autorisés dans les eaux sous juridiction des Etats membres de la Commission sous-régionale est précisée dans l'annexe II de la présente Convention.

Article 6

La délivrance de la licence de pêche à un navire pêchant dans le cadre d'un accord ou de tout autre arrangement intervient après vérification du respect par l'unité concernée de la réglementation sur l'immatriculation et le marquage des navires, notamment, en vigueur dans ledit Etat.

La licence ne sera pas accordée tant que les conditions exigées par ladite réglementation ne seront pas satisfaites par le navire requérant.

Article 7

Tout navire dûment autorisé, pêchant dans les eaux de la sous-région doit communiquer par la radio au service de l'Etat côtier qui lui a octroyé le droit de pêche, son entrée et sa sortie de la zone économique exclusive.

Avant toute action de pêche, tout navire, doit communiquer son plan indicatif de pêche et sa zone d'évolution: il doit par ailleurs indiquer, ou moins deux (2) fois par semaine, sa position ainsi que la quantité et la composition de sa capture.

Article 8

L'exercice effectif de la pêche après obtention de la licence est subordonné à l'embarquement d'un observateur désigné par l'Etat qui délivre l'autorisation de pêche.

Ledit observateur a rang d'officier à bord du navire sur lequel il est embarqué et doit pouvoir entrer en contact avec son administration d'origine chaque fois que de besoin.

Article 9

Dans le cadre de la conclusion d'accord de pêche ou autres arrangements entre un Etat membre de la Commission retiendra de préférence, parmi les contreparties, le débarquement d'une certaine quantité de produits halieutiques dans un des ports du dit Etat membre.

Article 10

Tout navire de pêche détenteur d'une licence opérant dans les eaux sous-juridiction d'un Etat membre est tenu de fournir des déclarations de captures conformément à la réglementation en vigueur dans ledit Etat.

Article 11

Les navires étrangers à la sous-région, autorisés à y pêcher sont tenus de prendre à leur bord des inscriptions maritimes ressortissant de l'Etat ayant octroyé l'autorisation de pêche.

Le nombre de marins nationaux à embarquer sera déterminé d'un commun accord entre l'Etat dont le navire bat pavillon ou son représentant et l'Etat côtier.

Article 12

Les accords de pêche ou autres arrangements conclus en application de l'article 2 de la présente Convention.

1) - L'application du droit interne en cas d'infraction primaire notamment en matière de:

fausse déclaration (article 3)

* pêche sans autorisation (article 4)

* dimension minimale des mailles (article 5)

* immatriculation et marquage des navires (article 6)

* communication des entrées et sorties des navires de la zone économique exclusive , du plan indicatif de pêche, de la zone d'évolution et de la position (article 7)

* embarquement d'un observateur (article 8)

* déclaration de captures (article 10)

* embarquement de marins nationaux (article 11)

2) – Le retrait de la licence de pêche, sans préjudice des sanctions prévues par le droit interne de l'Etat concerné en cas de récidive en matière de:

* pêche en zone interdite

* dimension minimale des mailles

* construction de mailles

* capture et détention d'espèce(s) prohibées(s)

* déclaration sur les caractéristiques physiques du navire, sur le type de pêche ou sur l'espèce cible.

Article 13

Lorsque, pour une ou plusieurs des infractions visées au paragraphe 2 de l'article 12 ci-dessus, il y a récidive dans au moins deux Etats membres durant la période de validité des licences délivrées par lesdits Etats, le navire incriminé doit être interdit de pêche dans l'ensemble des eaux sous juridiction des Etats membres.

Cette interdiction est notifiée aux différents Etats membres par le Président en exercice de la Conférence des Ministres, sur proposition dûment justifiée du Secrétaire permanent de la notification à l'amateur est faite par les autorités de l'Etat où la récidive a été constatée.

Article 14

La présente Convention pourra être révisée par la Conférence des Ministres de la Commission sous-régionale de pêches à la suite de la demande d'un Etat membre.

Toute demande de révision doit être adressée au Président de la Conférence des Ministres.

Article 15

La présente Convention peut être dénoncée par tout Etat membre. Elle cesse de lui être appliquée six (6) mois après la date de notification de cette dénonciation au président de la Conférence des Ministres qui informe les Etats parties de la décision prise par l'Etat concerné.

Article 16

Tout différend portant sur l'interprétation et l'application des dispositions de la présente Convention est portée devant la Conférence des Ministres.

Les différends sont réglés à l'amiable par voie de conciliation, de médiation ou d'arbitrage.

Article 17

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Commission sous-régionale des Pêches jusqu'au 14 juillet 1994 au Ministère des Affaires Etrangères de la République du Cap-Vert.

Article 18

La présente Convention entrera en vigueur après le dépôt du troisième (3^{ème}) instrument de ratification.

Article 19

Fait à Praia, République du Cap-Vert le 14 de Juillet 1993, en langues anglaise, arabe, française et portugaise, le quatre (4) textes faisant également foi.

Pour le gouvernement de la République du Cap Vert, *Maria Helena Semedo*. – Pour le gouvernement de la République de la Gambie, *Sajo Touray*.

Pour le gouvernement de la République de Guinée, *Ibrahima Sory Sow*. – Pour le gouvernement de la République de Guinée-Bissau, *Eduardo Fernandes*.

Pour le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, *Abdallahi Ould Abdi*. – Pour le gouvernement de la République du Sénégal, *Abdouhmane Sow*.

ANNEX I

COMMISSION SOUS-REGIONALE DES PECHEES

SECRETARIAT PERMANENT

1 Rue Joris – DAKAR

SENEGAL

FORMULAIRE D'ENREGISTREMENT DES NAVIRES DE PECHEES

Partie réservée à l'administration	Observations
Origine	
Date d'établissement	
.....	

ANNEX II

Dimensions minimales des mailles des filets et chaluts des navires industriels autorisée.

La dimension minimale des mailles des filets et chaluts des navires autorisés, visée à l'article 5 de la Convention est fixée, comme suit:

– navires industriels ayant pour cible les espèces démersales côtières:

x option poissons 70 mm

x option crevettes 50 mm

– navires industriels ayant pour cible les espèces démersales profondes:

x option poissons et céphalopodes 70 mm

x option crevettes 40 mm

– navires pratiquant le chalutage pélagique 40 mm

Nº et date d'enregistrement

Nº Registre de Commerce

Prénoms et Nom du responsable

Date et Lieu de Naissance

Profession

Adresse

Nombre d'employés Permanents Temporaires

Nom et adresse du responsable

II – Navire

Nom du propriétaire Type de Navire Nº

d'Immatriculation

Nouveau Nom

Date et Lieu de Construction

Nationalité d'origine Nationalité actuelle

Date de prise de pavillon

Longueur H T Largeur H T Tirant d'eau

Marque du moteur principal Type Puissance en CV

Nº du moteur

Hélice à: Pas fixe , Pas variable ; Tuyère

Vitesse de transit

Indicatif d'appel Fréquence d'appel

Moyens de détection, de ravigation et de transmission:

Radar Sonar Sondeur Corde de des Nez Sond

VHE RLU Navig. Santolite autres

CONVENÇÃO RELATIVA À DETERMINAÇÃO DAS CONDIÇÕES DE ACESSO E DE EXPLORAÇÃO DOS RECURSOS HALIEÚTICOS AO LARGO DAS COSTAS DOS ESTADOS MEMBROS DA COMISSÃO SUB-REGIONAL DAS PISCAS

O Governo da República de Cabo Verde, o Governo da República da Gâmbia, o Governo da República da Guiné,

Governo da República da Guiné-Bissau, o Governo da República Islâmica da Mauritânia, o Governo da República do Senegal;

Conscientes da necessária colaboração dos seus esforços para uma exploração racional e harmoniosa dos recursos haliêuticos da sub região;

Preocupados em promover uma cooperação mais estreita entre os seus povos respectivos, no quadro da exploração dos recursos marítimos ao largo das suas costas;

Cientes da necessidade para os seus países respectivos de retirar um real benefício da exploração dos seus recursos haliêuticos:

Acordaram o que se segue:

Artigo 1º

O acesso aos recursos haliêuticos dos Estados da Comissão sub-regional das pescas é determinado pelas disposições contidas na presente Convenção.

Artigo 2º

Qualquer Estado membro da Comissão sub regional das Pescas pode, em conformidade com o direito internacional, autorizar o acesso dos navios que arvoram a bandeira de outro Estado com o saldo de recurso disponível dentro da sua zona económica exclusiva através de acordos ou outros dispositivos.

A duração do acesso não deve exceder os dois anos salvo em casos excepcionais e depois do parecer favorável das instituições de pesquisa do Estado membro.

Seja como for, estes acordos devem conter cláusulas de adaptação ao esforço de pesca autorizado pela disponibilidade dos recursos.

Artigo 3º

O pedido de licença é formulado por uma pessoa física ou moral em conformidade com as disposições do acordo ou qualquer outro dispositivo e deve suportar as informações exigidos pelo formulário que figura no anexo I da presente Convenção.

Além disso, qualquer Estado membro da Comissão Sub-Regional pode exigir outras informações que julgar úteis.

Artigo 4º

A duração da validade das licenças emitidas pode variar segundo os Estados, tendo em conta a especificidade das suas respectivas políticas de pesca ou pescarias.

Todavia, com a preocupação de um melhor conhecimento dos levantamentos operados nas águas da sub região e de um abastecimento regular das populações em produtos haliêuticos, qualquer actividade de navios-fábrica, de navios colectores ou de recolha, deve ser estritamente regulamentada

Seja como for esta regulamentação deverá ter em conta os imperativos de uma gestão nacional dos meios haliêuticos.

Uma definição dos termos de navios-escolas, navios colectores e navios de apanha será feita de comum acordo com os Estados Membros.

Artigo 5º

A Dimensão mínima das malhas estiradas das redes e arrastões dos navios industriais autorizados a entrar

nas águas sob jurisdição dos Estados membros da Comissão sub-regional está fixada no anexo II da presente Convenção.

Artigo 6º

A emissão da licença de pesca para um navio que pesca no quadro de um acordo ou de outro entendimento intervém depois da intervenção do respeito pela unidade respeitante à regulamentação sobre a matrícula e a marca dos navios em vigor nos referidos Estados.

A licença não será outorgada enquanto as condições exigidas não estiverem satisfeitas pelo navio requerente.

Artigo 7º

Todo o navio devidamente autorizado a pescar nas águas da sub-região deve comunicar pela rádio a sua entrada e saída da zona económica exclusiva do Estado Costeiro que lhe outorga a licença.

Antes de qualquer actividade de pesca, todo o navio deve comunicar o seu plano indicativo de pesca e a sua zona de evolução: ele deve indicar ao menos duas vezes por semana, a sua posição assim como a quantidade e a composição da captura.

Artigo 8º

O exercício da pesca após a obtenção da licença está subordinada ao embarque de um observador designado pelo Estado que concedeu a autorização de pesca.

O referido observador tem o estatuto de oficial a bordo do navio no qual embarcou e deve poder entrar em contacto com a sua administração de origem que necessário.

Artigo 9º

No quadro da conclusão do acordo de pesca ou outros acordos entre um Estado membro da Comissão Sub-Regional das Pescas e um terceiro Estado, o Estado membro retirará de preferência, entre as contrapartidas, o desembarque de um certo número de produtos haliêuticos nos portos do referido Estado membro.

Artigo 10º

Qualquer navio de pesca portador de uma licença que opera nas águas sob jurisdição de um Estado membro deve fornecer as declarações de capturas em conformidade com a regulamentação em vigor no referido Estado.

Artigo 11º

Os navios estrangeiros à sub-região, autorizados pescar são obrigados a embarcar os ineritos marítimos pertencentes ao Estado que concedeu a autorização de pesca.

O número de marinheiros nacionais a embarcar será determinado de comum acordo entre o Estado cujo navio arvora a bandeira ou o seu representante e o Estado costeiro.

Artigo 12º

Os acordos de pesca ou outras disposições concluídas com a aplicação do artigo 2º da presente Convenção, devem prever, a título de sanções:

- 1) – A aplicação do direito interno no caso de infracção primária, nomeadamente em matéria de:

- * falsa declaração (artigo 3º)
- * pesca sem autorização (artigo 4º)
- * dimensão mínima das malhas (artigo 5º)
- * matrícula e marcação dos navios (artigo 6º)
- * comunicação das entradas e saídas dos navios da zona económica exclusiva, do plano indicativo de pesca, na zona de evolução e da posição (artigo 7º)
- * embarque de um observador (artigo 8º)
- * declaração de capturas (artigo 10º)
- * embarque de marinheiros nacionais (artigo 11º)

- 2) – A retirada da licença de pesca, sem prejuízo das sanções previstas pelo direito interno do Estado concernente no caso de reincidência em matéria de:

- * pesca em zona interdita
- * dimensão mínima das malhas
- * obstrução das malhas
- * captura e detenção de espécie(s) interdita(s)
- * declaração sobre as características físicas dos navios, sobre o seu tipo de pesca ou sobre a espécie alvo.

Artigo 13º

Quando por uma ou várias infracções visados no parágrafo 2 do artigo 12º, acima citado, houve reincidência em pelo menos dois Estados membros durante o período de validade das licenças emitidas pelo respectivos Estados, o navio incriminado deve ser proibido de pescar no conjunto das águas sob jurisdição dos Estados membros.

Esta interdição é notificada aos diferentes Estados membros, pelo Presidente em exercício da Conferência dos Ministros, sob proposta devidamente justificada do Secretário Permanente da Comissão sub-regional das pescas.

A notificação ao armador é feita pelas autoridades do estado ou se a reincidência foi constatada.

Artigo 14º

A presente Convenção poderá ser revista pela Conferência dos Ministros da Comissão sub regional das pescas no seguimento do pedido de um estado membro.

Qualquer pedido de revisão deve ser endereçado ao Presidente da Conferência dos Ministros.

Artigo 15º

A presente Convenção pode ser denunciada por qualquer Estado membro. Ela cessa de ser aplicada seis (6)

os Estados partes da decisão tomada pelo Estado concernente.

Artigo 16º

Todos os diferendos surgidos da interpretação e da aplicação das disposições da presente Convenção são submetidos à Conferência dos Ministros.

Os diferentes são resolvidos amigavelmente pela via da conciliação, da mediação ou da arbitragem.

Artigo 17º

A presente Convenção está aberta para a assinatura dos Estados membros da Comissão Sub-Regional das Pescas até ao dia 14 de Julho de 1994 no Ministério dos Negócios Estrangeiros da República de Cabo Verde.

Artigo 18º

A presente Convenção entrará em vigor depois do depósito do terceiro instrumento de ratificação.

Artigo 19º

Feito na Praia, República de Cabo Verde no dia 14 de Julho de 1993, em língua inglesa, arabe, francesa e portuguesa, os quatro (4) textos merecendo igualmente crédito.

Pelo Governo da Republica de Cabo Verde, *Maria Helena Semedo.* –

Pelo Governo da República da Gambia, *Sajo Touray.*

Pelo Governo da República da Guiné, *Ibrahima Sory Sow.*

Pelo Governo da República da Guiné-Bissau, *Eduardo Fernandes.*

Pelo Governo da República Islamique da Mauritanie, *Abdallahi Ould Abdi.* –

Pelo Governo da República do Sénégal, *Abdouhmane Sow.*

FORMULÁRIO DE REGISTO DOS NAVIOS DE PESCA

Parte reservado à administração	Observação
Origem	
Data de formulação	

ANEXO II

Dimensões mínimas das malhas das redes e arrastões dos navios autorizados.

A dimensões mínimas das malhas das redes e arrastões dos navios autorizados, visada no artigo 5º da Convenção está fixada como se segue:

- navios industriais tendo por alvo as espécies «demersais» costeiras:

x «opção peixe	70 mm
x «camarões	50 mm

- navios industriais tendo por alvo as espécies "demersais" profundas :

x opção peixe e cefalopodes...	70 mm
x " camarões "	40 mm

- navios com redes de arrastopelagico

40 mm

Firma social
Nº e data de registo
Nº do registo do Comércio.....
Nome e apelido do responsável.....
Data e local de nascimento
Profissão

Endereço
Nº de empregados Permanentes Temporários
Nome e endereço do responsável

II – NAVIOS

Nome do proprietário Tipo do navio Nº
Matrícula
Nome actual Artigo nome
Data e Local da Construção
Nacionalidade de origem Nacionalidade actual
.....
Data tomada da bandeira
Comprimento Largura NT Calado
Marca do motor principal Tipo Potência em SV
Nº do motor

Hélice de: Pás fixa

Pás variável

Agulha

Velocidade de trânsito

Indicativo de chamada Frequência da chamada

Meios de detenção e de transmissão:

Radar

Sonar

Sondador Corda dos Nets Sond

VHF

BLU

Vavio Satélite

Outros